

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	20	5

N° de la séance : 07

Objet de la délibération : DGA / VSC -
Soutien aux actions en faveur de la
prévention de la délinquance - Attribution
de subventions

- ☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2021.092

Date de la convocation :
Le 25/05/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 8 JUIN 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 9 JUIN 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 31 mai 2021

L'an deux mil vingt et un et le 31 mai à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR

PROCURATION :

Jean-Pierre DERMIT à Jean LEONETTI

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Frédéric POMA, Marc Malfatto, Alexis ARGENTI

Monsieur LEONETTI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis est engagée, depuis plusieurs années, en faveur des acteurs de la prévention œuvrant sur le repérage et l'accompagnement des jeunes avant le basculement dans la délinquance.

Les actions des opérateurs **ALTER EGAUX, Fondation d'Auteuil et la Mission Locale Antipolis** visent à prévenir la délinquance des plus jeunes, les protéger et les aider à devenir citoyens.

ALTER EGAUX avec son action « esprit critique » propose des ateliers dirigés vers les publics dits « décrocheurs scolaires ». Ces ateliers visent à éveiller leur esprit critique et luttent ainsi contre le développement des préjugés et l'instrumentalisation des discours.

La **Fondation d'Auteuil** avec son action « exclusion-inclusion » lutte contre l'échec scolaire des élèves en difficulté et n'ayant pas dans leur environnement familial et social les meilleures conditions de soutien et d'accompagnement. Elle met en œuvre un dispositif qui prend en charge les collégiens exclus temporairement, en leur proposant un programme adapté et personnalisé durant la période d'exclusion.

La **Mission Locale Antipolis**, par le déploiement des « Opérations Courts Chantiers » vise à l'insertion socio-professionnelle via des chantiers éducatifs de remobilisation en accompagnant les décrocheurs scolaires dans leur projet professionnel et de formation.

Les **principaux objectifs de ces structures** qui s'alignent sur la stratégie des politiques publiques de prévention de la délinquance sont de :

- Faire comprendre aux jeunes le mécanisme de récupération des dispositifs médiatiques utilisés par les propagandistes, leurs apprendre à les décrypter, les critiquer et les mettre à distance : ALTER EGAUX
- Accompagner les jeunes collégiens exclus temporairement à comprendre la raison de cette exclusion et à réintégrer leur parcours scolaire en lui donnant du sens : Fondation d'Auteuil
- Renforcer le lien social et apporter des réponses concrètes aux problèmes liés à l'inactivité des jeunes sans emploi, sans formation : Mission Locale Antipolis

C'est dans ce contexte que les structures présentées sollicitent de la part de la C.A.S.A les montants suivants d'aides financières :

	Budget action 2021	Montant sollicité en 2021	Montant proposé en 2021	Ratio participation financière CASA/budget action
ALTER EGAUX	13 200 €	2 000 €	2 000 €	15,15 %
Fondation d'Auteuil	18 735 €	2 500 €	2 500 €	13,34 %
Mission Locale Antipolis	25 766 €	15 000 €	10 000 €	38,81 %

Les critères d'évaluation quantitatifs et qualitatifs pour les actions de chacun de ces acteurs sont définis au sein des conventions d'attribution de leurs subventions respectives.

Vu la délibération n° CC.2020.006 du Conseil Communautaire en date du 17 juillet 2020 autorisant le Bureau Communautaire à prendre toutes décisions en matière de subvention à accorder ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver les montants des subventions aux acteurs de la prévention de la délinquance pour leurs projets, et de leurs octroyer une subvention globale de 14 500 €, à répartir comme suit :
 - ALTER EGAUX : 2 000 €
 - FONDATION D'AUTEUIL : 2 500 €
 - MISSION LOCALE ANTIPOLIS : 10 000 €
- d'approuver les termes des conventions se rapportant à l'attribution de subventions aux acteurs de la prévention de la délinquance, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville à signer ces conventions et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal au titre de l'année 2021 - fonction 522 ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les montants des subventions aux acteurs de la prévention de la délinquance pour leurs projets, et de leurs octroyer une subvention globale de 14 500 €, à répartir comme suit :
 - ALTER EGAUX : 2 000 €
 - FONDATION D'AUTEUIL : 2 500 €
 - MISSION LOCALE ANTIPOLIS : 10 000 €
- d'approuver les termes des conventions se rapportant à l'attribution de subventions aux acteurs de la prévention de la délinquance, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville à signer ces conventions et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal au titre de l'année 2021 - fonction 522 ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 31 mai 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC LA SOCIETE COOPERATIVE ALTER EGAUX
Ateliers « esprit critique »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Kevin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 31 mai 2021 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

La société coopérative dénommée ALTER EGAUX régie par Loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947, ayant pour objet d'accompagner les organisations dans la mise en place de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, dont le siège social est situé 124 chemin du Prignon – 06530 SAINT-CEZAIRE, représentée par Anne Gaël BAUCHET agissant au lieu et place de la coopérative en sa qualité de gérante conformément aux statuts de la coopérative ;

Ci-après désignée **ALTER EGAUX**

EXPOSE

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, ALTER EGAUX s'inscrit dans une démarche d'innovation sociale, culturelle et technologique en favorisant une approche systémique et d'intérêt général. Elle décline des axes d'interventions utilisant des méthodes novatrices et fédératrices qui concernent les stéréotypes et le décrochage scolaire.

La participation à ces ateliers permet la construction de l'esprit critique face aux discours d'instrumentalisation.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, ALTER EGAUX s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de prévention de la délinquance en direction des personnes fragilisées ou en rupture du territoire de la C.A.S.A.

Dans le cadre de cette action, les principaux objectifs fixés à ALTER EGAUX pour l'année 2021 sont les suivants :

- Amorcer un processus de re-singularisation et de re-valorisation des participants ;
- Dépasser les stéréotypes de genre pour se construire ;
- Favoriser une insertion professionnelle réussie chez les jeunes et rendre possible le sentiment d'une juste place acquise dans la société, garanties d'un meilleur épanouissement individuel à l'âge adulte et d'une participation positive et constructive au niveau collectif et social ;
- Prévenir les risques de récupération des jeunes en mal d'avenir, phénomène de récupération qui se nourrit des décrochages scolaires et sociaux, des vocations manquées, d'amertume, de frustration et d'un sentiment de discrimination et de stigmatisation d'individus en attente de sens ;
- Faire comprendre aux jeunes le mécanisme de récupération des dispositifs médiatiques utilisés par les propagandistes, leur apprendre à les décrypter, les critiquer et les mettre à distance ;
- Lutter contre le coût social de la double violence de genre produite par les univers non mixtes : surenchère permanente entre garçons, défis dangereux, mise au ban de ceux d'entre eux qui essaient de s'insérer socialement et professionnellement.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement ALTER EGAUX pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2021.

En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 13 200 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 15 200 €.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

ALTER EGAUX reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 2 000 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de la coopérative par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALES

La coopérative s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires

ALTER EGAUX s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Evaluation de l'ancrage du dispositif sur la tranche d'âge visée :
 - % de structures souhaitant renouveler l'opération et l'étendre,
 - Nombre de personnes visées effectivement par le dispositif au sein de chaque structure (% des publics-cibles): dispositif s'inscrivant dans le programme de l'établissement ou proposition aléatoire sur une partie du public seulement.
- Impact du dispositif sur les publics finaux :
 - Retour des adultes encadrant(e)s (évaluation de la posture d'apprentissage à celle de transmission)
 - Retour des participant(e)s.

La C.A.S.A. procédera conjointement avec ALTER EGAUX à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront examinés dans le cadre d'un comité de suivi organisé par la coopérative et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

La coopérative invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par ALTER EGAUX.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

ALTER EGAUX s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme permettant un suivi analytique de l'action et à fournir des comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, ALTER EGAUX remettra chaque année à la CASA ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2022.
- Si ALTER EGAUX est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ ALTER EGAUX devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par ALTER EGAUX, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le

reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

ALTER EGAUX s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, la coopérative mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

ALTER EGAUX et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion Sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association HARPEGES s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour la coopérative,
ALTER EGAUX
La gérante

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice- Président Délégué à la Cohésion
Sociale et à la Politique de la Ville

Anne Gaël BAUCHET

Kevin LUCIANO

Projet n°

6. Budget⁵ du projet

Année 2021 ou exercice du au

Budget supplémentaire -
projet pluriannuelSuppression du budget -
projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	200	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures	100	73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures	100	74 - Subventions d'exploitation	13 200
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	50		
Locations	50		
Entretien et réparation		PI PDR	9 200
Assurance		Conseil-6 Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	4 000	Conseil-6 Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication			
Déplacements, missions	3 900	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations :	
Services bancaires, autres	100	CASA	2 000
63 - Impôts et taxes	850		
Impôts et taxes sur rémunération	800		
Autres impôts et taxes	50	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	2 000
64 - Charges de personnel	8 100	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	8 100	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Aides privées (fondation)	
Autres charges de personnel		Autres établissements publics	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	13 200	TOTAL DES PRODUITS	13 200
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE⁷			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	2 000	871 - Prestations en nature	2 000
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	2 000	TOTAL	2 000
La subvention sollicitée de 2000 €, objet de la présente demande représente 15,00% du total des produits du projet (montant sollicité/total du budget) x 100.			

Année 2021 ou exercice du au



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC FONDATION D'AUTEUIL
Action « Exclusion / Inclusion »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Kevin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 31 mai 2021,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET,

L'association dénommée FONDATION D'AUTEUIL régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant notamment pour but d'accueillir, garçons et filles en rupture familiale sociale, scolaire ou dans un processus d'exclusion, d'assurer leur éducation pour les préparer à une insertion sociale, et dont le siège social est situé 40 rue Jean de La Fontaine – 75016 PARIS, représentée par Monsieur Jean Marc SAUVE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **FONDATION D'AUTEUIL**,

EXPOSE

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, FONDATION D'AUTEUIL développe des actions d'accompagnement à la scolarité permettant de favoriser l'épanouissement personnel de l'enfant et de participer ainsi à sa réussite scolaire. Il s'agit également d'accompagner les parents dans la transmission des valeurs de l'apprentissage, des connaissances et du suivi de la scolarité de leurs enfants.

Dans ce cadre, sont organisées des actions de prévention du décrochage scolaire à destination de 35 collégiens scolarisés au Collège Pablo Picasso (Vallauris) faisant l'objet d'une mesure d'exclusion de 1 à 5 jours sur 9 semaines de septembre à juin.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, FONDATION D'AUTEUIL s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de prévention de la délinquance.

En prévention du décrochage scolaire, il s'agit d'accompagner les jeunes collégiens exclus temporairement (pour une durée de 1 à 5 jours) à comprendre la raison de cette exclusion et à réintégrer leur parcours scolaire en lui donnant du sens.

Cette mission s'exerce par des rencontres avec les acteurs concernés en amont (professeurs, vie scolaire...).

Il est également prévu la construction d'un parcours personnalisé avec le jeune par le biais de remédiation cognitive, de soutien scolaire et d'entretien avec les parents afin de contribuer à reconstruire l'alliance entre l'institution scolaire, les parents et le jeune.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir FONDATION D'AUTEUIL financièrement pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2021 et prend en compte la réalisation de l'action sur l'année scolaire en cours.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 18 735 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

FONDATION D'AUTEUIL reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 2 500 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **un bilan annuel** de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à fournir, et ce jusqu'au terme de la convention, un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs sont :

- Nombre de collégiens ayant bénéficié de ce dispositif,
- Nombre de collégiens exclus plus d'une fois (sur l'année scolaire),
- Nombre de parents reçus préalablement par l'association, nombre de parents ayant refusé l'accompagnement (et les raisons des refus),
- Nombre d'orientations vers d'autres dispositifs pour ces collégiens suivis dans ce programme (ex. sur les VVV, vers le service jeunesse, PRE, sur le CMP),
- Nombre d'actions collectives organisées par d'autres partenaires (Antenne de justice, Passaj).

Ces indicateurs sont aussi qualitatifs :

- Échange sur les bénéfices de l'action pour les collégiens en lien avec la direction du collège, les parents, les collégiens eux-mêmes, en lien aussi avec une scolarité dite « plus » régulière (réunions de coordination),
- Evaluation de la motivation des jeunes (assiduité, ponctualité, respect des engagements...),
- Evaluation/régulation du dispositif mis en œuvre avec les partenaires impliqués.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante : des réunions se dérouleront au sein de l'association.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par FONDATION D'AUTEUIL.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

FONDATION D'AUTEUIL s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
 - Plus particulièrement, l'association FONDATION D'AUTEUIL remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
 - A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2022.
 - Si l'association FONDATION D'AUTEUIL est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.
- FONDATION D'AUTEUIL devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association FONDATION D'AUTEUIL, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

FONDATION D'AUTEUIL et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association FONDATION D'AUTEUIL s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association
FONDATION D'AUTEUIL,
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice-président délégué à la Cohésion Sociale
et à la Politique de la Ville

Jean-Marc SAUVE

Kevin LUCIANO

6. Budget⁵ du projet

Année 20..... ou exercice du au

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	100	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures	100	73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation ⁶	0
61 - Services extérieurs	640	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf 1ère page	
Locations	300	FIPDR	12000
Entretien et réparation	140		
Assurance	200	Conseil.s Régional(aux)	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	8212	Conseil.s Départemental(aux)	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	8112		
Publicité, publications		-	
Déplacements, missions	100	Communes, communautés de communes ou	3000
Services bancaires, autres			
63 - impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (Caf, etc. Détailler)	
64 - Charges de personnel	5965	Fonds européens (FSE, FEDER, etc)	
Rémunération des personnels	3775	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	2190	Autres établissements publics	3735
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante	3818	75 - Autres produits de gestion courante	0
Frais de siège	1268	756. Cotisations	
Frais fixes de fonctionnement	2550	758 Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotation aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôts sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	18735	TOTAL DES PRODUITS	18735
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION MISSION LOCALE ANTIPOLIS – Opérations Courts Chantiers

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06600 ANTIBES représentée par Monsieur Kevin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 31 mai 2021,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET,

L'Association dénommée Mission Locale Antipolis, régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but l'accueil, l'orientation et l'information des jeunes pour favoriser leur insertion sociale et professionnelle, dont le siège social est situé à Nova Antipolis, Proxima Bâtiment A, 2067, Chemin de Saint Claude - 06600 Antibes, représentée par Monsieur Christophe FONCK en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association N° SIRET 381 696 889 00025 code APE 88 99 B,

Ci-après désignée **MISSION LOCALE ANTIPOLIS**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville qui se traduit par la prévention de la délinquance, l'accès au droit et l'insertion par l'économique.

Conformément à ses statuts, la Mission Locale Antipolis a une place prépondérante au sein de la politique d'insertion et d'emploi des jeunes âgés de 16 à 25 ans souhaitée par la C.A.S.A.

La Mission Locale Antipolis, de par ses missions d'accueil, d'information, d'orientation et d'insertion sociale et professionnelle des jeunes, a été déclarée d'intérêt communautaire et bénéficie depuis 2003 d'une subvention de fonctionnement versée par la Communauté d'Agglomération.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'objectif de cette convention est de soutenir la Mission Locale Antipolis dans la mise en œuvre d'une action de prévention et d'insertion socioprofessionnelle.

Il s'agit de mobiliser des jeunes (non scolarisés, sans formation et sans emploi) repérés par les acteurs du territoire (Education Nationale, éducateurs prévention jeunesse CASA, services jeunesse communes, Cellules de veille, PJJ, SPIP, ALC Réso, Foyers) ou en contact avec la Mission locale. Sans repères par rapport au monde du travail, ils ne peuvent aujourd'hui intégrer d'emblée les dispositifs d'accompagnement de droit commun, visant à l'insertion professionnelle.

Par la présente convention, la Mission Locale Antipolis s'engage, pour l'année 2021, à mettre en place sur le territoire de la C.A.S.A, auprès de ces jeunes de 16 à 25 ans, des opérations courts chantiers afin de répondre à cette problématique spécifique.

La finalité et les objectifs de ces courts chantiers coordonnés par la Mission Locale Antipolis sont de :

- Renforcer le lien social et apporter des réponses concrètes aux problèmes liés à l'inactivité des jeunes sans emploi, sans formation,
- Faciliter la mobilisation dans un parcours d'insertion avec la Mission Locale Antipolis pendant et après l'action
- Sensibiliser les jeunes au monde du travail, et aux savoir-être qui y sont demandés
- Rendre visible le travail effectué par le biais de chantiers contribuant à l'amélioration du cadre de vie dans la cité
- Faciliter les rapprochements entre élus-population-jeunes

La Mission Locale Antipolis organisera 5 Opérations Courts Chantiers (OCC) dont 2 à Vallauris Golfe-Juan, 2 à Antibes Juan-les-Pins, 1 dans le moyen pays, regroupant pour chacun au minimum 6 jeunes du territoire de la CASA.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2021.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 25 766 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 39 266 €.

Les contributions volontaires correspondent à la valorisation prévisionnelle du nombre d'heures consacrée à l'action par les animateurs et éducateurs des équipes de prévention jeunesse de la CASA.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

La Mission Locale reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie sera transmise à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention attribuée par la C.A.S.A. est de 10 000€ au titre de l'année 2021.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des évaluations intermédiaires et un bilan annuel de l' action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

La Mission Locale Antipolis s'engage à fournir régulièrement, et ce jusqu'au terme de la convention, des informations qualitatives et quantitatives relatives à la mise en œuvre de l'action menée à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de courts chantiers,
- Nombre de jeunes ayant participé à l'intégralité du chantier,
- Nombre de jeunes entrant dans une phase de construction de parcours d'insertion sociale ou professionnelle,
- Nombre de jeunes en démarche d'insertion professionnelle (PACEA, Garantie, Jeunes, Emploi, Formation, Alternance...)

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : la C.A.S.A. participera à toutes les réunions du Bureau et du Conseil d'Administration de la Mission Locale Antipolis.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par La Mission Locale Antipolis.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

La Mission Locale Antipolis s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, la Mission Locale Antipolis remettra chaque année à la CASA ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2022.

L'association Mission Locale Antipolis, qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ La Mission Locale Antipolis devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par la Mission Locale Antipolis, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

La Mission Locale Antipolis s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

La Mission Locale Antipolis et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion sociale et autres partenaires peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), La MISSION LOCALE ANTIPOLIS s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'association
Mission Locale Antipolis
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis
Pour le Président
Le Vice- président délégué à la Cohésion Sociale
et à la Politique de la Ville

Christophe FONCK

Kevin LUCIANO

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

TOTAL OCC 2021

CHARGES	Prévision	PRODUITS	Prévision
Charges directes affectées à l'action	25 766	Ressources directes affectées à l'action	25 766
60 Achats	12 700	70 Vente de produits finis, prestations de services, marchandises	0
Prestation de services	0		
Achats matières et fournitures	1 000	74 Subventions d'exploitations	25 766
Autres (à préciser) : Réduces	11 700	État : (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s))	8 000
61 Services extérieurs	0	- Contrat de Ville	8 000
Locations immobilières, charges locatives et locations mobilières	0	- FIPD : Opérations Courts Chantiers	8 000
			0
Entretien et réparation	0	- Droit commun	0
Assurances	0	- DIRECTE : C.P.O.	0
Documentations/Études et recherches	0	- DIRECTE : F.I.P.L.	0
Divers	0	Région	0
		- Contrat Ville : Opérat.Courts Chantiers	0
62 Autres services extérieurs	900		0
Rém. d'intermédiaires et honoraires	0	- Droit commun	0
Publicité, publications	0	- Plan Action Opérat. Subv.Fonctionnement	0
Transports de biens	0	- Action Jeunes diplômés en PACA	0
Déplacements, missions	900	Département	0
Frais postaux - téléphone	0		0
Services bancaires, autres	0	- Droit commun	0
Cotisations et coûts accès informatique et autres	0	- Fonds Dép. Aide Jeunes : Frais gestion	0
		Intercommunalité(s) EPCI9 : C.A.S.A.	17 766
63 Impôts et taxes	924	- Contrat Ville : Opérat.Courts Chantiers	15 000
Impôts et taxes sur rémunérations	924		0
Autres impôts et taxes	0	- Droit commun	0
		- Fonctionnement Particip.Financière	2 766
64 Charges de personnel	11 242	Communes	0
Rémunération des personnels	7 111	- CUCS	0
Charges sociales de l'employeur	4 131	- Droit commun	0
Autres charges de personnel	0	Organismes sociaux (détailler)	0
		- CUCS	0
		- Droit commun	0
65 Autres charges gest.cour.	0	- ANI du 07/04/2011 Jeun.décroch.scol.	0
		- ERDF, Fondation, ...	0
		Fonds européens : F.S.E.	0
66 Charges financières	0	ASP et SNC (emplois aidés)	0
		Contribution des organisme nationaux	0
		D.R. Pôle Emploi : P.P.A.E.	0
		Apport des organisme privés	0
			0
67 Charges Exceptionnelles	0	75 Autres produits de gestion courante	0
		Dont : cotisations, dons manuels ou legs	0
		Autres : Produits divers gest.cour.	0
68 Dotat. aux amortissements	0	76 Produits financiers	0
Dotat.amortis.et provisions charges d'exploitation	0	77 Produits exceptionnels	0
Dotat.Provision Dépréciation Créances	0	78 Reprise amort. et provisions	0
		79 Transfert charges exploit.	0
Charges indirectes affectées à l'action		Ressources indirectes affectées à l'action	
Charges fixes de fonctionnement	0		0
Frais financiers	0		0
Autres	0		0
Résultat : Excédent résiduel économique de l'exercice		Résultat : Insuffisance résiduelle économique de l'exercice	
Total des charges	25 766	Total des produits	25 766
86 Emplois des contributions	13 500	87 Contributions volontaires en	13 500
volontaires en nature		nature	
860 - Secours en nature	0	870 - Bénévolat	0
861 - Mise à disposition gratuite de biens et prestations	0	871 - Prestations en nature	0
86 - Mise à disposition gratuite de personnel	13 500	87 - Mise à disposition gratuite de personnel	13 500
862 - Prestations	0		0
864 - Personnel bénévole	0	875 - Dons en nature	0
TOTAL	39 266	TOTAL	39 266

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 31/05/2021
Numéro : BC_2021_092
Nature : DE - Deliberations
Objet : Soutien aux actions en faveur de la prévention de la délinquance - Attribution de subventions
Matière : 7.5 - Subventions
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : rBfAk31

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 09/06/2021
Identifiant : 006-240600585-20210531-BC_2021_092-DE

Acte reçu

Date : 31/05/2021
Numéro interne : BC_2021_092
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : Soutien aux actions en faveur de la prévention de la délinquance - Attribution de subventions
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210531-BC_2021_092-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 6

99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_092-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_092-DE-1-1_3.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_092-DE-1-1_4.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_092-DE-1-1_5.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_092-DE-1-1_6.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_092-DE-1-1_7.PDF

N